

Congrès

du Parti socialiste

AVRIL 2025

**CONTRIBUTIONS
GÉNÉRALES**

UNIR



Unir

Premier signataire : **Boris VALLAUD**

Voilà l'époque. Un monde menacé par l'égoïsme des nations, la remise en cause du multilatéralisme, du droit international et in fine par la guerre ; un climat dérégulé dont on peine à imaginer toutes les conséquences mais dont on éprouve déjà la brutalité mortelle ; une humanité percluse d'inégalités, rongée par l'individualisme forcené, le ressentiment et à tout dire la colère ; partout, des États-Unis à l'Europe, des ennemis mortels de la démocratie prêts à toutes les promesses pour mettre en œuvre tous les mensonges.

Nous sommes souvent stupéfiés par la rapidité des changements, happés par le sentiment diffus de l'effondrement des principes fondamentaux qui ont construit notre société, saisis d'effroi face à l'impuissance conjuguée de la rationalité scientifique et de la puissance publique, comme si nous avions perdu le contrôle de nos destins.

Et pourtant. Dans ce contexte, où nous vogueons de crise en crise et désormais de guerre en guerre, il existe dans notre pays un appétit de vivre qui ne se résigne jamais, une aspiration contrariée à un bonheur simple, une générosité et une fraternité qui nous obligent.

Des questions brûlantes se posent dès lors à nous : qu'allons-nous faire de cette époque où nous entrons ? Comment allons-nous lui opposer notre invincible espoir ?

Le meilleur et le pire

Ce congrès peut être le pire ou le meilleur de nous-mêmes. Le pire serait dans la rumination du passé, dans la désunion, dans la foire paresseuse aux inventaires, dans le ressentiment des uns et l'esprit de revanche des autres. Dans le refus d'être ensemble, rassemblés pour changer un avenir qui apparaît écrit d'avance.

Le meilleur serait dans la préparation de l'avenir, dans un congrès de réconciliation, de rassemblement et d'idées. Force est de reconnaître que nous n'avons pas encore su faire de notre projet un point de ralliement. Si notre redressement ne devait tenir que par la grâce d'accords de circonstance, que nous avons eu alors raison de nouer, nous prendrions le risque qu'il soit éphémère.

Parce que l'espoir est le seul antidote à la peur et à la résignation, nous avons aujourd'hui besoin d'un congrès de doctrine. Doctrine pour le pays et pour les Français-es, avec comme horizon la fraternité et comme méthode le socialisme. Dans la recherche aussi d'une éthique, d'une façon de faire et d'être en politique, par un retour aux choses humaines, aux vies vécues sans lesquelles la politique manque de vérité et de sincérité.

La politique meurt en effet de ne parler que d'elle, sans plus jamais parler des gens pour lesquels elle se bat. « Que connaissent-ils de nos vies ? » voilà la question que se pose chacune et chacun des électeurs avec le sentiment d'une distance incommensurable entre eux et leurs élus



nationaux. C'est cette distance que nous devons réduire, dans nos propositions, dans nos mots, dans nos pratiques politiques. C'est la condition pour réécrire cette langue commune qui nous a échappé. Une langue qui se parle et par laquelle les vies se disent, se racontent, se représentent elles-mêmes.

Unir les socialistes pour unir la gauche

Unir les socialistes d'abord dans un esprit de camaraderie retrouvé, sans unanimisme factice mais aussi sans faux-débat. La gauche est diverse, le Parti socialiste est divers. Nous devons unir le socialisme du pouvoir et celui de la lutte. Rassembler l'héritage de la réforme et l'audace de la rupture pour bâtir un PS uni, crédible et conquérant. Jamais les socialistes n'ont autant eu besoin les uns des autres. Nous refusons de substituer à la fausse théorie des gauches irréconciliables, la fausse théorie des socialistes irréconciliables.

La réconciliation n'est pas une fin, elle est le moyen, comme l'unité des socialistes au Congrès d'Épinay fut le préalable à la conquête du pouvoir. On parlait alors du « Congrès de l'unité ». Le moyen de la reconstruction d'une majorité large et de travail capable de préparer efficacement le cycle politique et électoral que cette nouvelle direction aura à affronter : les élections municipales de 2026, l'élection présidentielle de 2027 et les élections législatives qui peuvent surgir à chaque instant dès cet été.

Unir la gauche, ensuite. L'union à toute force mais pas l'union à tout prix. Nous devons être des alliés respectueux de nos partenaires, cultivant nos convergences et assumant aussi nos divergences. L'union est un combat ; elle doit être aussi une méthode et se faire sur des bases claires, sans quoi elle ne serait qu'une fausse promesse. Nous voulons une candidature commune de la gauche comme seul chemin pour gagner face à l'extrême droite. Commune parce qu'il n'y aura pas de candidature unique. Chacun le sait. Nous refusons dès lors les faux débats et les fausses divisions. Il est un fait établi : Jean-Luc Mélenchon sera candidat à l'élection présidentielle et

il ne sera pas le nôtre. Les militant-es socialistes choisiront leur candidat ou leur candidate et il ou elle devra se tourner vers le reste de la gauche, les écologistes et les forces vives de la société civile pour gagner ensemble. Les prochaines législatives devront acter cette nouvelle orientation stratégique, tirant les leçons des unions passées, dans une configuration qui permette enfin à la gauche de remporter une victoire nette et d'être en capacité de gouverner sur une ligne politique claire fidèle à notre idéal socialiste et humaniste.

Nous, socialistes, ne voulons pas choisir entre l'union et l'affirmation. Nous voulons les deux pour conduire les batailles à venir. Et cette responsabilité de porter l'espoir ne se décrète pas, elle se mérite en traçant un chemin. Pour gagner, la gauche a besoin d'un Parti socialiste fort et central, comme il l'a été, au rendez-vous de chacune de nos victoires.

Unir les Français-es, enfin. Pour empêcher que notre monde ne se défasse, à nous d'incarner le chemin de l'humanisme contre la froideur technocratique, de la justice sociale contre l'injustice économique, de l'écologie populaire contre la destruction planétaire, du réformisme radical contre la continuité libérale, du patriotisme ardent contre le nationalisme belliqueux, de la confiance dans nos territoires contre le mépris Jupitérien, de l'universalisme des Lumières contre les obscurantismes, affirmant haut et fort notre attachement à la laïcité c'est-à-dire tout à la fois la liberté de conscience, la neutralité de l'État et la lutte contre la pression religieuse. Face à une droite sans idée ni solution, nous n'esquiverons aucun débat, ni l'immigration, ni la sécurité. Nous combattons toujours l'ordre lorsqu'il s'oppose à la justice, lorsqu'il tire sa force de la peur et prend ses pouvoirs dans la haine de l'autre.

La voix du peuple

Les dernières élections ont été un choc. La percée de l'extrême droite, que le front républicain a provisoirement contenu, impose un sérieux examen de conscience à tous les républicains et aux socialistes en particulier.

Le premier devoir de notre parti est de dire à qui il s'adresse et de définir de façon indissociable ce qu'il veut. Irréductiblement, nous sommes le parti de celles et ceux qui subissent l'histoire contre ceux qui prétendent l'écrire à leur seul profit. Notre projet s'adresse d'abord à celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Nous voulons retrouver notre vocation historique et nous adresser aux ouvriers, aux employés, aux paysans, aux précaires, aux habitants des quartiers populaires et des campagnes reléguées, aux oubliés, à celles et ceux livrés à l'isolement et à l'indifférence.

Le Parti socialiste doit redonner aux classes populaires et aux classes moyennes une centralité depuis trop longtemps perdue dans son discours, dans ses propositions et dans ses rangs. Non pas pour ne parler qu'à elles, mais comme condition pour parler à tous. Nous voulons une démocratie ancrée dans la vie.

Les socialistes ont aujourd'hui le devoir de renouer avec ce travail de compréhension de la société. Faute d'avoir été conduit, son absence a nourri la confusion entre la fin d'une certaine version historique de la classe ouvrière et la fin des mondes ouvriers en général, et a entretenu parfois - en marge du parti - des aspirations à changer de base électorale, c'est-à-dire in fine de projet politique et social. Nous le constatons dans nos permanences et nos discussions : notre offre politique est devenue illisible pour celles et ceux que nous voulons servir, en créant une distance insupportable avec les réalités quotidiennes. L'épisode des Gilets jaunes a montré l'importance essentielle de ce travail pour concilier les besoins des classes populaires et des classes moyennes, au lieu de les opposer les unes aux autres, au seul bénéfice des plus riches. Nous ne croyons pas aux « privilégiés d'en bas ». C'est à ce prix que nous pourrions retrouver le chemin du peuple, autour d'un projet qui le fédère.

Le chemin de la fraternité

Jamais le défi inégalitaire n'a paru plus grand qu'aujourd'hui, ni l'idéal républicain d'émancipation si lointain : les inégalités de revenus et de patrimoine explosent, les injustices se superposent et multiplient les frontières aussi invisibles qu'infranchissables. Toutes ces promesses non tenues et le sentiment d'abandon et d'éloignement étreignent de nombreux territoires et assomment nombre de nos concitoyens.

Alors, socialistes, nous devons porter une clarté et une radicalité dans ce que nous sommes et ce que nous voulons, sans fléchir devant la puissance supposée de l'opinion dominante, sans nous laisser dévier par ces vents mauvais d'une histoire qui tournerait le dos au progrès. Un geste dont la réussite passera par deux ambitions intimement liées : rebâtir un grand récit heureux qui donnera du sens à notre histoire et à notre futur, et ouvrir le socialisme aux contributions des intellectuels, économistes et milieux culturels, ainsi qu'aux mouvements sociaux et écologiques et aux nouvelles formes d'engagement de la jeunesse.

C'est ainsi que nous préparerons l'avenir, celui d'une jeunesse vis-à-vis de laquelle nous sommes en dette, celui d'une société réconciliée, émancipatrice, plus juste et plus solidaire. La fraternité comme projet pour retisser les liens de la solidarité collective, pour sortir les individus de l'isolement dans lequel la société libérale les a plongés.

Un travail digne et porteur de sens pour tous

Parce que notre République sociale s'est construite sur l'émancipation par le travail, nous voulons le placer au cœur de notre projet, défendre le travail digne et porteur de sens. Le travail comme clef de voûte de notre démocratie sociale, garante de protections collectives et d'intégration pour tous dans la République.

Nous voulons que la valeur change de camp et de nature. Qu'elle ne soit plus exclusivement du côté du capital, des rentiers et des rémunérations extravagantes, mais du côté de la juste reconnaissance des classes laborieuses. Au seuil de grandes mutations démographiques et face au défi climatique, au cœur d'une révolution de l'intelligence artificielle qui n'a donné à voir qu'une part d'elle-même, nous voulons bâtir un modèle pour le XXI^e siècle, où le travail est mis au service de la « vie large » comme le proclamait Jean Jaurès et de la « pleine santé ». Alors se dessinera un nouveau modèle de société fondé sur « la production de l'humanité par l'humain ».

La valeur du travail suppose de créer ces richesses, pas seulement monétaires, et de valoriser enfin pleinement l'utilité sociale. Nous voulons valoriser les métiers qui font tenir la société plutôt que ceux qui spéculent sur sa ruine. L'heure est ainsi pour nous venue d'une radicale reconsidération morale et économique des tâches du soin et des métiers du lien.

Nous voulons parler de travail. Du partage de la valeur et de l'échelle des salaires. Des conditions de travail, de l'ubérisation et du télétravail, du temps de travail comme du temps libéré, de la formation tout au long de la vie, de la santé au travail, du handicap au travail et de la pénibilité, de l'organisation du travail comme des processus de production. Trop d'hommes et de femmes, qui aiment leur métier, en sont fiers et voudraient le faire bien, en souffrent pourtant.

Avec les partenaires sociaux, nous devons toujours mieux civiliser le travail, en faire un moteur de progrès et d'émancipation pour tous. Ce dont il faut se débarrasser, ce n'est pas du travail, mais des rapports de domination.

La production de notre souveraineté

Un pays qui ne produit pas est entre les mains de ceux qui produisent. Nous ne voulons dépendre ni de l'Inde pour nos médicaments, ni de la Chine pour nos composants électroniques, ni des États-Unis pour notre défense, ni du Mercosur pour notre alimentation. Nous savons ce que coûte à notre nation 40 ans de désindustrialisation et ce qu'implique notre perte de souveraineté. Nous voulons un nouveau pacte productif fondé sur l'union de toutes les forces productives, des chercheurs, des entrepreneurs, des ouvriers, et des partenaires sociaux, accompagnés, soutenus, protégés par la puissance publique, en particulier de la mondialisation déloyale. C'est avec les ouvriers d'aujourd'hui que nous construirons l'industrie de demain. C'est avec les agriculteurs d'aujourd'hui que nous construirons l'agriculture de demain. Nous devons retrouver l'esprit d'innovation et d'entrepreneuriat industriel qui a fait la force de notre modèle productif.

Reconnaissons-le : le Parti socialiste, et la gauche en général, souffrent d'une relation inaboutie, parfois teintée de méfiance réciproque, avec les entreprises. Elles sont pourtant des organisations humaines essentielles à la création de valeur. Des organisations dont les composantes, bien que porteuses d'intérêts parfois contradictoires, apportent des ressources complémentaires pour assurer la production des biens et des services indispensables à la vie en société. Nous voulons promouvoir un nouvel esprit d'entreprise fondé notamment sur la codétermination et la limitation des écarts salariaux. Il ne s'agit pas de projeter la planète économique hors de son orbite, mais au contraire, de permettre d'en assurer l'équilibre nouveau et durable, en sortant de l'injustice et de l'irrationalité où nous a entraînés l'ère néolibérale.

Nous croyons à la nécessité d'une conversion orientée et régulée de notre modèle productif, articulant protection sociale et protection de l'environnement. Nous réaffirmons le rôle de l'État dans la définition des stratégies industrielles, par l'investissement et la commande publique, la conditionnalité et la territorialité des aides et la participation directe au capital des entreprises

les plus stratégiques. Nous voulons un État qui mette la finance au service des grandes transformations pour mobiliser l'épargne massive des Français-es au service de l'intérêt général. Un État protecteur, garant d'un haut niveau de normes sociales et environnementales, comme de la loyauté de la concurrence, mobilisant tous les outils d'une politique budgétaire et fiscale au service de la réduction des inégalités et de la préparation de l'avenir.

Services publics, retour de l'universel et égalité réelle

La gauche qui œuvre à l'égalité réelle et affronte l'avenir, c'est celle d'un universel qui s'incarne dans de nouveaux outils, de nouveaux droits face aux nouveaux risques et dans la défense du service public.

Ce qui caractérise le présent et plus encore l'avenir, c'est l'incertitude. Et nous ne sommes pas égaux face à cette incertitude qui trie les destins et laisse les plus fragiles sur le bord du chemin. Face aux aléas de la vie - nouvelles formes de pauvreté, isolement social, vieillissement, transformations du travail, changement climatique - nous devons imaginer les services publics de demain et une protection sociale qui « apprivoise le hasard ».

L'État social de demain, c'est celui du retour à l'universel c'est-à-dire à des services publics, à des politiques, des droits et des mécanismes de solidarité accessibles à tous et qui sont le bien commun d'une nation de citoyens égaux. L'universel, c'est une assurance maladie obligatoire à 100% avec l'intégration de la protection complémentaire dans l'assurance maladie, et la régulation de l'installation des médecins pour lutter contre les déserts médicaux.

C'est la création d'un « revenu de base », accessible aux jeunes et modulable localement en complément des prestations nationales, à l'image des initiatives des départements de gauche. Il pourrait être composé d'une prestation unique de solidarité fusionnant les minima sociaux, versée automatiquement à la source pour mettre un terme au non-recours et à la culpabilisation des plus

pauvres, et d'un panier de biens et services essentiels dont l'accès serait garanti à tous (alimentation, logement, santé, énergie, mobilité, numérique, culture et sport), construit localement.

C'est aussi une réflexion exigeante sur nos biens communs - l'eau, l'air, la terre -, autant que sur ce qui doit être laissé ou non au marché. Nous considérons que les biens communs doivent être protégés de tout accaparement et de toute prédation financière et que le vieillissement, la petite enfance ou l'accompagnement social, ne peuvent être des marchandises et doivent rester à but non lucratif dans le secteur public ou de l'économie sociale et solidaire (ESS).

C'est enfin le rétablissement d'une égalité réelle devant l'impôt, en renouant avec une réelle progressivité sur l'ensemble des revenus, allant jusqu'à l'impôt négatif pour accroître la redistribution, rétablissant un prélèvement juste sur le patrimoine des plus fortunés et introduisant une imposition « carbone » protectrice pour les moins favorisés.

Le parti de l'école et le socialisme d'éducation

L'universel, c'est réparer notre service public d'éducation, pour que l'école redevienne le terrain d'une citoyenneté pleinement républicaine et l'assurance d'une insertion réussie dans la vie active. Cela passe d'abord par une priorité sur les moyens pour l'école publique, associant l'éducation populaire, pour mieux soutenir et former nos enseignants, adapter la pédagogie aux nouveaux modes de transmission des savoirs, agir dès la petite enfance pour le développement complet de tous les enfants, notamment les plus fragiles, permettre à l'enseignement supérieur d'être le tremplin des ambitions de notre jeunesse plus qu'une machine à trier. Oui, nous voulons une école publique exigeante pour elle-même et pour ses élèves, capable d'incarner ce creuset républicain qui est un cadre d'émancipation pour tous les individus, grâce à la connaissance et au goût de l'effort.

En ce sens, l'école doit redevenir le lieu de l'expérience de l'altérité par la mixité sociale, mère des

batailles d'un pays fracturé. La ségrégation mine la cohésion nationale, aboutissant au repli sur soi pour les uns et à la sécession pour les autres. Nous devons avoir un objectif au-dessus de tout autre : étudier ensemble pour vivre ensemble. La mixité sociale à l'école est consubstantielle de sa mission émancipatrice. L'instruction publique, laïque, gratuite et obligatoire reste indubitablement le ciment de la République contre les grandes féodalités sociales, religieuses, économiques et territoriales toujours à l'œuvre mais aussi contre toutes les forces de la désunion nationale. C'est comme cela que l'on ramène à la République par la République. Le socialisme d'éducation dont parlait Péguy, ce n'est pas la grande machine à trier les destins sous couvert de méritocratie comme le proposent les libéraux.

Comme socialistes, nous avons la certitude que la République sociale est, au fond, la meilleure façon de prendre en charge le sentiment national contre celle, élitiste et excluante, des nationaux populistes. Nous disons que c'est aussi la seule voie pour surmonter l'éternel dilemme entre la recherche de l'universel et l'affirmation du particulier, de l'unité et des identités singulières, un dilemme qui, sans cesse réactivé par les caricatures de la droite ou celles de l'extrême droite, fracture le corps social. Nous avons deux convictions indissociables : d'abord que seule l'expérience est universalisante et que la République doit être partout et pour tous. Ensuite, qu'une prise en compte réfléchie des identités, socio-professionnelles, socio-culturelles, dans le respect des valeurs de la République, n'est pas une concession faite au repli sur soi mais peut-être un éveil, une ouverture à l'humanité et aussi une médiation vers l'universel. L'universel pour penser au-delà de soi-même et retisser une composition française sans laquelle on ne peut faire Nation.

L'écologie de la transformation sociale

Rien de ce qui concerne l'écologie n'est aujourd'hui indifférent aux socialistes. Parce que le réchauffement climatique accélère et frappe, ici et ailleurs, les plus pauvres et les plus précaires. Parce que la 6ème extinction de masse menace la biodiversité et les conditions de la vie sur Terre. Les conséquences sont massives, en Californie, dans les Hauts de France comme à Mayotte et nous savons que le coût de l'inaction sera quatre fois supérieur au coût de l'action.

Nous constatons que le système capitaliste mondialisé, ultra libéral et ultra productiviste, ne saura pas éviter le pire. C'est ce système qui, dans le même mouvement, exploite les femmes et les hommes et accapare, pour les gaspiller, les ressources, limitées, de la planète : c'est ce système qu'il faut combattre et nos solutions, celles du socialisme démocratique, de la régulation de l'économie, du partage des richesses, sont les seules possibles.

Nous connaissons les solutions : accélérer les économies d'énergie et la transition vers les ENR pour réduire la part du fossile; donner un prix au carbone pour recréer des lieux de production en France; réorienter notre modèle vers l'agroécologie et rompre avec un système productiviste destructeur; maintenir notre souveraineté alimentaire. Nous défendons une vraie planification écologique, assise sur des financements innovants, avec notamment la création d'une caisse d'amortissement de la dette climatique.

Nous savons que ce n'est pas suffisant; pour que l'écologie soit populaire, elle doit rimer avec réduction des inégalités : prise en charge à 100% pour l'isolation des logements, remboursable à la vente ou à la succession; alternatives réelles à l'utilisation solitaire de la voiture individuelle au quotidien; protection des biens par la fin de l'obsolescence programmée qui oblige à une surconsommation mécanique. La justice climatique est pour nous l'un des leviers majeurs de transformation sociale et d'amélioration de la condition humaine.

Les tours et les bourgs : la géographie de nos combats

Nous voulons dépasser les oppositions stériles entre l'urbain et le rural et le sentiment d'une domination culturelle d'une France sur une autre. Nous voulons prendre à la racine les raisons de la colère qui, des gilets jaunes aux émeutes urbaines, déchirent et fracturent le pays dans l'hexagone comme dans les outre-mer. Qui ignore que la désertification médicale menace tout autant les enfants du Mirail à Toulouse que les personnes âgées de la Nièvre ? Qui conteste que la promesse d'ascension par l'école est trop souvent trahie pour le fils d'ouvriers d'Aubervilliers comme pour la fille d'agriculteurs du Lot ? Si le recul des services publics est un danger pour notre pays, il est un poison mortel pour celles et ceux qui vivent loin du cœur des métropoles.

Nous porterons la réalité d'une France des tours qui concentre chaque jour davantage la pauvreté, en particulier celle des plus jeunes et des « mamans solo ». A rebours de la culpabilisation des habitants des quartiers populaires que l'on suspecte d'être trop aidés alors qu'ils sont abandonnés depuis des décennies par le retrait non seulement des services publics mais aussi des espaces de sociabilité et de convivialité, nous voulons porter un plan d'investissement inédit dans l'accompagnement humain de ces territoires. Nous ferons de la petite enfance, de l'éducation, de la santé, de la formation, du lien social, du logement comme facteur de mixité sociale et de la lutte contre l'isolement une priorité à travers une nouvelle génération de contrats de ville, qui cesseront de substituer au droit commun universel des dispositifs transitoires et précaires.

Nous porterons cette même exigence pour la France des bourgs, des petites villes et des villages. Celle qui se sent abandonnée, isolée, aux marges des transformations du monde. Non pour y cultiver la nostalgie du monde d'antan, mais pour pousser le développement territorial en imposant un principe de continuité territoriale pour tous les services publics et les investissements privés.

Nous regardons en face les difficultés inhérentes à la ruralité, au peuple de la route prisonnier du prix des carburants comme de l'énergie. Nous ne

fermerons plus les yeux face à l'accaparement des terres et à la concentration inacceptable des aides agricoles au profit de quelques-uns et au détriment de la transition agroécologique de tous. Nous regarderons en face le défi vertigineux du vieillissement dans nos campagnes et nous prendrons à bras le corps l'objectif de reconquête des centre-bourgs, en créant une ANRU rurale qui redonnera accès au logement pour tous, tout autant qu'il dynamisera la vie de nos villages.

Nous porterons le rétablissement de l'autorité publique par une même exigence d'accès aux services publics et de respect des lois contre le séparatisme social des plus favorisés, comme la loi SRU, en instaurant un principe de contractualisation territoriale qui garantisse l'égalité des citoyens tout en laissant les collectivités organiser le plus librement possible les solutions adaptées à leurs réalités. Nous ne céderons ni à la tentation autoritaire de la recentralisation, ni à la pente de politiques décentralisées tellement diverses qu'elles portent atteintes à l'unité de la République. Un Etat garant pour les citoyens et partenaire des territoires, voilà notre ambition.

Nos campagnes comme nos quartiers populaires, nos villes petites et moyennes, sont l'avenir du pays, nous devons en être le porte-drapeau. De nombreux socialistes sont déjà élus sur ces territoires et font un travail remarquable : créent du lien qui fait reculer la solitude, innovent avec peu, se battent au quotidien. Notre présence dans la France des bourgs comme dans la France des tours est la force des socialistes. Ces communes doivent être au cœur de notre stratégie pour les élections municipales de 2026.

Le sursaut face aux ennemis de la liberté et de l'égalité

Nous vivons le plus grand désenchantement démocratique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. A l'illusion du triomphe définitif du modèle de démocratie libérale succède le constat accablé de sa remise en cause. Les démocraties prospèrent et se tisse chaque jour un peu plus la toile de l'Internationale réactionnaire. La tentation autoritaire paraît plus que jamais avoir la force sociale et l'organisation politique pour prospérer et fragiliser les libertés et les vies de celles et ceux qu'elle prend pour cible.

Dans ce contexte, nous ne pouvons nous contenter de réaffirmer notre attachement aux droits et libertés acquis. Les vents mauvais trumpistes ont commencé à souffler sur la France. Notre engagement doit être offensif dans le combat contre toutes les discriminations. Retrouvons l'audace et la fierté de nouvelles conquêtes émancipatrices, pour une société féministe, pour la protection indispensable des droits et libertés des minorités, pour une lutte acharnée contre l'antisémitisme, le racisme, le sexisme, les LGBTphobies et toute forme de haine.

Pour fortifier les droits de chacun, il faut bâtir une démocratie élargie. En ce sens, nous devons nous engager résolument sur le rééquilibrage de nos institutions : déprésidentialiser notre République, renforcer le rôle du Premier ministre, revaloriser le Parlement. C'est ainsi que nous atteindrons une maturité démocratique nouvelle, une démocratie de la délibération, du consentement et du contrat dans laquelle le compromis républicain n'est pas la part maudite de la politique mais le chemin le plus sûr vers l'intérêt général. Une démocratie qui retrouve le sens du débat et du dialogue plutôt que de l'affrontement et de la domination. Nous devons à cette aune nous interroger sur nos modes de scrutins et en particulier sur la question de la proportionnelle qui peut être un puissant levier de changement des pratiques politiques.

Pour survivre, nos démocraties appellent une clarification ; pour respirer, la Res publica doit être partagée. Cette perspective, décentralisée et décentralisée, devrait constituer la base de tout projet de société pour la gauche, et au-delà. D'un par-

ti voulant réconcilier son pays, en tout cas. Une boussole vers une démocratie apaisée, qui retrouverait le sens du dialogue et ouvrirait la voie à des réformes d'ampleur – de celles qui constituent un nouveau pacte écologique et social, à la hauteur des défis d'un temps, d'une génération.

Nous voulons enfin revitaliser la démocratie en défendant les contre-pouvoirs contre les appétits réactionnaires qui prétendent en faire des ennemis de la volonté populaire : la presse, la justice, les associations, les syndicats.

Retrouver la France et l'Europe qui ont manqué au monde

Notre internationalisme est une ressource essentielle pour nous guider, que les socialistes établis hors de France contribuent à faire vivre. Là où la boussole de certains indique systématiquement l'Occident ou à l'inverse le « sud global », la boussole socialiste indique toujours le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la sanctuarisation des droits humains et le choix du multilatéralisme. C'est pour cela que nos groupes parlementaires ont voté la reconnaissance du génocide des Ouïghours comme de l'Holodomor, validé l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN tout comme le pacte de sécurité entre la France et l'Ukraine, ont demandé des sanctions contre la Russie, ont condamné les attaques terroristes du 7 octobre en Israël ainsi que la guerre du gouvernement Israélien, aux mains de l'extrême droite suprématiste, contre les gazaouis et les Palestiniens de Cisjordanie. C'est pour cela aussi que nous sommes les tenants d'une diplomatie féministe qui fait sienne le mot d'ordre "Femme, Vie, Liberté". Pour cela enfin que nous refusons le capitalisme de prédation qui, du Groënland au Panama, veut sanctuariser l'accès aux ressources et aux infrastructures comme mode de gestion de la catastrophe climatique.

La bascule du monde vient de loin et s'accélère. L'adhésion de la Chine à l'OMC restera une date clef du changement de siècle, ouvrant la porte à sa diplomatie de la dette, tissant méthodiquement une toile d'influence à coups de ports

achetés et d'infrastructures captives. Non, le commerce n'apporte pas comme par magie la démocratie. En plus de virus et espèces invasives, les containers, dont la ronde autour du globe est une cause majeure de pollution, emportent avec eux la mise en concurrence des systèmes sociaux et des régimes politiques.

Alors que l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale est remis en cause par les États-Unis eux-mêmes, notre engagement européen, trouvant sa source dans les leçons du tragique premier XX^{ème} siècle, est plus nécessaire que jamais. Pour ne pas subir le droit du plus fort, nous devons donner de la force au droit en reconquérant notre souveraineté. C'est en lien avec nos partenaires européens que nous pourrions assurer notre souveraineté militaire comme industrielle, agricole et numérique. Mais l'Europe que nous voulons, que nous n'avons jamais cessé de vouloir, n'est pas une forteresse ni un golem bureaucratique. Elle a pour mission historique de donner de la force à des principes universalistes. Elle doit être à la hauteur de l'élan démocratique qu'elle porte. En cela, ses dirigeants ne sauraient passer outre la volonté populaire comme le fit la droite française après le référendum de 2005. Il nous faut à l'inverse construire une Europe authentiquement populaire.

Changer le parti pour changer le pays

La vocation de notre parti a longtemps été de faire "mûrir" la société, de l'investir concrètement afin de la préparer au socialisme.

Nous voulons un Parti socialiste qui revient aux initiatives de proximité. Le Parti socialiste ne doit pas simplement bâtir un projet de société, il doit le rendre vivant et concret. Nous proposons la création de "services socialistes" à travers une permanence socialiste dans chacune des 577 circonscriptions pour écouter les Français-es et les accompagner concrètement dans la résolution de leurs problèmes du quotidien (remplir un formulaire administratif, écrire un courrier, trouver à qui s'adresser, etc.).

Nous voulons mettre la question doctrinale et programmatique au centre de tout. Nous proposons la création d'une "Académie Léon Blum", qui sera un pôle de production idéologique, de formation des cadres et des militant-es, de soutien aux fédérations, d'ouverture du socialisme aux contributions des intellectuel-les, artistes et militant-es associatifs, ainsi qu'aux mouvements sociaux et écologistes.

Pour diffuser la pensée socialiste, nous proposons la création d'un "média socialiste" qui soit l'équivalent du journal "Le Populaire" pour le XXI^e siècle. Pour participer à la bataille culturelle, le Parti socialiste doit se doter d'un outil qui puisse porter sa vision du monde. Ce média proposera une analyse socialiste de l'actualité, mettra en valeur des sujets qui sont peu ou mal traités ailleurs, donnera la parole à celles et ceux qui nous semblent pertinents. Ce média aura des éditions locales qui permettront de valoriser nos actions et nos personnalités locales.

Dans cette entreprise, notre implantation locale, nos fédérations et nos sections sont une force. Elles sont indispensables dans notre capacité à mobiliser et à diffuser nos idées. Nous proposons un nouveau droit d'intervention dans la vie du parti pour les militant-es : la possibilité de mettre à l'ordre du jour du bureau national et du conseil national un certain nombre de points et un possible référendum d'initiative militante. Les moda-

lités de ce droit d'intervention seront précisées dans une contribution thématique. De nouveaux outils de mobilisation numérique pour faciliter l'engagement et les actions militantes locales et nationales seront également mis à disposition et construits avec les militant-es. À côté du vote classique en section, une modalité de vote dématérialisée sera également - enfin - ouverte aux militant-es.

Notre voie est celle de la poursuite de la reconstruction du Parti socialiste, de son redressement, pour le mettre en situation d'affronter les temps mauvais que nous avons devant nous. Nous n'en dévierons pas. Nous y œuvrerons tous ensemble, unis dans la diversité de ce que nous sommes. Nous ne voulons pas d'un congrès de plus. Nous voulons faire plus qu'un congrès.

Signataires

Parmi les 2000 signataires :

Premier signataire : **Boris Vallaud**, Député de la 3^e circonscription des Landes - Président du groupe socialistes et apparentés à l'Assemblée Nationale(40 Landes)

Signataires

Parmi les 2000 signataires :

Premier signataire : **Boris Vallaud**, Député de la 3^e circonscription des Landes - Président du groupe socialistes et apparentés à l'Assemblée Nationale(40 Landes)

Jean-Marie ABADIE, Maire (40), Nathalie AMBROSIN, Conseillère départementale (57), Didier ANTONELLI, Maire adjoint (75), Arnaud ARFEUILLE, Vice-président du conseil départemental (33), Sébastien ASSAILLY, Conseiller municipal (79), Noelle AZNAR-MOLLIEX, Secrétaire fédéral (73), Guillaume BADET, Conseiller régional (71), Marie-Claude BARADAT-RISTOR, Adjointe au maire (40), Jennifer BARREAU, Conseillère départementale (54), Fabrice BARUSSEAU, Député (17), Aïmane BASSIOUNI, Adjoint au Maire du 13^e arrondissement de Paris (75), Arnaud BATTEFORT, Maire de Vailly-sur-Aisne (2), Jean-Baptiste BAUD, Conseiller régional, secrétaire national (74), Jérôme BAYLAC, Président Communauté de Communes (40), Henri BEDAT, Conseiller départemental (40), Elias BENDAOUADJI, Secrétaire de section de Forbach (57), Malika BENGUESMIA-BONNOT, Conseillère d'arrondissement Lyon (69), Sylvie BERGEROO, Conseillère départementale (40), Maryline BEYRIS, Conseillère Régionale (40), Olivier BIANCHI, Maire de Clermont-Ferrand (63), Clement BIJOU, Conseiller municipal, bureau fédéral (24), Florence BLATRIX-CONTAT, Sénatrice, première secrétaire fédérale (1), Philippe BLET, Ancien Président de la Communauté d'agglomération du Calais (62), Camille BONNE, Conseiller départemental (32), Rozenn BONNET, Animatrice fédérale des jeunes socialistes (40), Malika BONNOT, Conseillère d'arrondissement de Lyon (69), Souhila BOUDALI-KHEDIM, Conseillère régionale (7), Jean-Michel BOURGEOT, Premier adjoint Yzeure (3), Patrick BOURRASSAUT, Maire de Valsonne (69), Agathe BOURRETERE, Conseillère départementale des Landes (40), Evelyne BOVERY, Adjointe au Maire de Clermont (60), Rémi BRANCO, Vice-président du conseil départemental (46), Philippe BRETHERS, Maire et président de communauté de communes (40), Philippe BUU-CANH, Adjoint (40), Robert CABÉ, Ancien Député (40), François-Marie CAILLEAU, Adjoint au maire de Daoulas, conseiller national suppléant (29), Michel CALVO, Adjoint au Maire de Montpellier (34), Gaétan CANEVET, Animateur fédéral des jeunes socialistes du Maine-et-Loire (49), Patrick CARLIER, Adjoint au maire de Lillers (62), Paul CARRERE, Maire de Morcenx la Nouvelle, Vice-Président du conseil départemental des Landes (40), Daniel CAZENEUVE, Maire de Préchacq-les-Bains (40), Bruno CHALLIER, Secrétaire de Section (60), Delphine CHAMBONNEAU, Conseillère municipale (36), Christelle CHAPELLE-CHARRIER, Conseillère municipale (86), Jacqueline CHAPON, Conseil fédéral (30), Cyril CHAPPET, Adjoint au Maire, Secrétaire fédéral (17), Jean-Pierre CHARALAMBOS, Conseiller municipal (12), Khalid CHARKI, Maire adjoint (60), Patrick CHÂTEL, Secrétaire de section de Reims (51), François CHEMIN, Conseiller régional (73), Vincent CHENU, Maire de Savigny l'Evescault - Conseiller communautaire - Président de l'UDES 86 (86), Pierre CHERRET, Conseiller régional (64), Stephanie CRESSOUX, Maire de Labenne (40), Laurent CIVEL, Maire (40), Aloïs CLAVIER, Conseiller municipal (60), Helene COLLIN, (88), Yann COMBRECQUE, Adjoint au maire (69), François COMET, Conseiller d'arrondissement de Paris 6^e (75), Thierry COULOMBEL, Premier secrétaire fédéral (62), Jeanne COUTIERE, Maire (40), Yann CROMBECQUE, Adjoint au Maire de Villeurbanne, conseiller régional, membre du conseil national (69), Bruno CYGANIK, Adjoint au maire (60), Jeanne DALLOT, Adjointe à la Mairie de Paris (75), Karine DANIEL, Sénatrice (44), Jean-Marie DARRICAU, Maire (40), Vincent DARTHOS, Maire (40), Fabrice DASSIE, Élu Municipal Paris 17^e (75), Isabelle DAUBELCOURHECQUET, Secrétaire de section (62), Jean-Philippe DAVIAUD, Conseiller de Paris (75), Jean-Philippe DAVIAUD, Conseiller de Paris (75), Jean-François DEBAT, Maire de Bourg en Bresse, membre du conseil national (01), Coralie DECLERCQ, Conseillère d'arrondissement (75), Christophe DEGRUELLE, Président de la communauté d'agglomération de Blois (41), Paul DEGRUELLE, Secrétaire de section (28), Elisabeth DELAMOYE, Maire-adjoint (91), Jean-Luc DELPUECH, Conseiller départemental (40), Arnaud DENIEL, Elu local (44), Sandrine DERVILLE, Vice-présidente de la Région Nouvelle-Aquitaine, conseillère municipale d'Anglet (64), Jean-Pierre DESCAUCHEREUX, Adjoint au

Maire de Villers-Saint-Paul (60), Jean-Claude DEYRES, Conseiller Dep honoraire Maire honoraire de Morcenx (40), Gatiennne DOAT, Adjointe à la mairie de Perigueux (24), Christian DUCOS, Maire (40), Olivier DUCOURTIEUX, conseiller municipal et communautaire de Limoges (87), Jean-Pierre DUFAU, Ancien député-maire Capbreton (40), Mariline DUHIN, Conseiller municipal (60), Charline DUMONT, Première secrétaire fédérale (32), Florian DUMOULIN, conseiller municipal de Thourotte (60), Jérôme DURAIN, Sénateur (71), Philippe DUTOYA, Maire (40), Nicolas DZIEZUK, animateur fédéral des jeunes socialistes de Moselle (47), Christian ECKERT, Ancien Ministre (54), Antoine FABRY, (12), Thomas FAGART, Secrétaire fédéral (92), Sébastien FAGNEN, Sénateur, membre du conseil national (50), Thierry FALCONNET, Maire de Chenôve (21), Loubina FAZAL, Maire adjointe (60), Maxime FLEURY, Secrétaire de section (24), Jean-Luc FONTERAY, Conseiller départemental Saône-et-Loire (71), Yves FORMENTIN-MORY, Conseiller municipal délégué, Co-président de groupe (29), Xavier FORTINON, Président du conseil départemental (40), Christine FOURNADET, Maire et conseillère départementale (40), Olivier FOURNET, Conseiller municipal (82), Clément FOUTREL, Conseil national suppléant (75), Edith FRECHOU, Conseillère municipale (40), Stéphane FRIOUX, Adjoint au maire de Villeurbanne (69), Jean-Marc FRIZOT, Vice-Président Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau (71), Pierre FROUSTEY, Président d'intercommunalité, Maire (40), Andrea FUCHS, Adjointe au maire Paris 19ème (75), Franck GAGNAIRE, Premier secrétaire fédéral (37), Yvonne GAHWA, Conseillère municipale (1), Laura GANDOLFI, Adjointe au maire de Villeurbanne (69), Audrey GATIAN, Adjointe au maire de Marseille, secrétaire nationale, membre du conseil national (13), Didier GAUGEACQ, Maire, Conseiller Départemental (40), Cyril GAYSSOT, Conseiller Départemental (40), Régis GELEZ, Maire de St Vincent de Tyrosse (40), Stéphane GEMMANI, Conseiller régional (38), Emilie GESNOT, (10), Jean-Luc GLEYZE, Président du conseil départemental (33), Thomas GODARD, Membre du conseil national, secrétaire de section (94), Mario GONZALEZ, Adjoint au Maire du 18e Paris (75), Léo GORE, Secrétaire de section de Tours (37), Élodie GOURGUESDUPEYRON, Conseillère municipale (40), Johel GREVET, Secrétaire de Section et conseiller municipal (62), Sébastien GUÉRAUD, Maire-adjoint de Bourg-en-Bresse (01), Vincent GUIBERT, Conseiller départemental (49), Jérôme GUILLEM, Maire de Langon, Président de la Communauté de commune sud Gironde, Conseiller régional (33), Antoine GUILLLOU, Adjoint à la Maire de Paris (75), Patrick HADDAD, Maire de Sarcelles (95), Ayda HADIZADEH, Députée (95), Ylljon HASANAJ, Secrétaire de section (42), Frederic HENRIOT, Adjoint au Maire (91), Antoine HUMBERT, Conseiller municipal (51), Stéphane IBARRA, Conseiller régional (85), Kais IDRIS, Adjoint au Maire 13ème arrondissement de Paris (75), David JACQUET, Maire d'Artenay, vice président du conseil régional (45), Moulay JELLAL, Adjoint au Maire (21), Aline JEUDI, Conseillère municipale et communautaire, première secrétaire fédérale (3), Patrice JOLLY, Sénateur (58), Dominique JURCZAK, conseillère municipale (57), Rémi JUSTINIEN, Premier secrétaire fédéral, conseiller régional (17), Nina KARAM-LEDER, Secrétaire Nationale aux grands événements (75), Yann KARAMANOS, Conseiller municipal et conseiller fédéral (62), Eric KERROUCHE, Sénateur, membre du conseil national (40), Kheira KHAMASSI, Adjointe au maire (57), Lucie KOCEVAR, Adjoint au maire, secrétaire de section Fameck (57), Johanne KOUASSI, Conseillère de Paris, membre du conseil national (75), Labadie LABADIE, Maire (40), Jerome LABONNE, Adjoint au Maire (3), Maïté LABORDE, 1ère adjointe (40), Renaud LAGRAVE, Conseiller régional (40), Jean-Jacques LAMAISON, Conseiller municipal (40), Fabienne LAMBRE, Maire-adjointe de Creil (60), François LAMY, Ancienne ministre (13), Quentin LATOUR, (31), Teddy LAUBY, Conseiller municipal (62), Emeric LAVITOLA, Premier secrétaire fédéral (24), Quentin LE MENE, Animateur fédéral des jeunes socialistes (41), Victor LE MONIER, Conseil national suppléant (21), Marylise LEBRANCHU, Ancienne ministre (29), Augustin LECHAT-BLIN, (44), Arnaud LECUYER, Vice-président du conseil régional, président de Dinan communauté (22), Sophie LEHNER, Maire de Creil, membre du conseil national (60), Cédric LEMAIRE, Maire-adjoint (60), Antoine LENHARD, Adjoint au Maire Woelfling les Sarreguemines (57), Lucie LEROY, Adjointe mairie de Bordères et Lamensans (40), Thomas LESSELINGUE, Conseiller municipal de Codognan - Conseiller communautaire Rhôny-Vistre-Vidourle (30), Michel LIEBGOTT, Maire de Fameck, président de communauté d'agglomération. (57), Philippe LOBELLO, Conseiller municipal (40), Olivier LOUBERE, Maire adjoint (40), Monique LUBIN, Sénatrice (40), Prince MABOUSSOU, Conseiller municipal délégué à la vie étudiante (41), Adrien MADEC, Secrétaire de section de Méru (60), Laurent MAIZIERES, Adjoint au Maire commune de Doncourt-lès-Conflans (54), Corinne MANCICIDOR, Adjointe au maire (40), Joseph MANNUCCI, Coordinateur du collectif socialiste de l'ENS (75), Philippe MARTIN, Ancien Ministre (32), Olivier MARTINEZ, conseiller départemental des Landes (40), Philippe MASSEIN, Secrétaire de section (60), Isabelle Rose MASSEIN, VP agglomération et Adjointe au Maire (60), Stéphane MASSIAS, Membre du conseil national (87), Lucie MASTROLORITO, Conseillère municipale

(69), Guillaume MATHELIER, Maire d'Ambilly (74), Aline MAURICE, conseillère municipale (3), Stephanie MAZA, Conseillère départementale (64), Slim MAZNI, Conseiller municipal (69), Peggy MAZZERO, Conseillère régionale (57), Nessrine MENHAOUARA, Maire de Bezons (95), Charles MERGEY, Membre du conseil national (75), Hélène MERMBERG, adjointe au maire et membre du conseil fédéral (75), Thomas MERZI, Conseiller municipal (63), Jean MESPLEDE, Adjoint au Maire de Labouheyre (40), Romain MIDA, Adjoint au Maire de Villers-Saint-Paul (60), Carole MONDENX, Secrétaire de section d'Aire sur l'Adour (40), Noé MOREL, Conseil fédéral (63), François MORENC, Maire de Sacy-le-Petit (60), Michel MOUREAU, Adjoint au Maire de Puy-Guillaume (63), Babacar NDIAYE, Conseiller municipal (60), Thomas NEUFOND, Maire-adjoint (71), Victorien NICOLAS, Maire de Verny - Vice Président de la CC du Sud Messin (57), Andy NKUNDIKIJE, Maire Adjoint Bourg-en-Bresse (01), Olivier NOBLECOURT, (), Marie-Pierre NOËL, Conseillère Fédérale PS Haute-Vienne (87), Claude NOUVIER, Adjoint au maire (57), Palthi NZINGA, Secrétaire général des jeunes socialistes du Val d'Oise (95), Eric OFFREDO, 1er adjoint au Maire du 13ème (Paris) (75), Lionel OLLIVIER, Maire (60), Alexandre OUIZILLE, Sénateur, premier secrétaire fédéral (60), Aurore PAGEAUD, Secrétaire nationale des jeunes socialistes (62), Cécile PANASSAC, Conseillère municipale à Maisons-Alfort (94), Pierrick PARIS, Adjoint à la Maire du 12e arrondissement de Paris (75), Pierrick PARIS, Adjoint au maire d'arrondissement (75), David PARISON, Maire Adjoint (10), Martin PAUGAM, Secrétaire de section, secrétaire national, membre du conseil national (35), Peter PAUPARDIN, Conseiller municipal (40), Jean-Louis PEDEUBOY, Maire (40), Germinal PEIRO, Président du conseil départemental (24), Antoine PELISSOLO, Premier adjoint au maire de Créteil, Conseiller départemental du Val-de-Marne (94), Raphaël PERRICHON, Secrétaire de section (69), David PERSILLON, Adjoint au maire (40), Franck PICHOT, Maire de Pipriac, conseiller départemental (35), Fanny PIDOUX, Conseillère régionale, membre du conseil national (45), Arnaud PLATEL, Conseiller municipal de Plomelin (29), Colette POPARD, (), Sylvain PRAT, Adjoint au Maire (38), Pierre PRIBETICH, Député, membre du conseil national (21), Eric QUENARD, Premier secrétaire fédéral et conseiller régional (51), Azide RAZACK, Adjoint au maire de Montataire, Secrétaire de section (60), Marie RECALDE, Députée (33), Jackie RENAUD, Conseillère municipale (3), Alain ROBERT, Ancien adjoint au maire de Nantes et vice président du Conseil départemental de Loire-Atlantique (44), Estelle RODES, Adjointe au maire de Lille (59), Pierre-Alain ROIRON, Sénateur (37), Morgane ROLLAND, Secrétaire Nationale, secrétaire de section Washington DC (FFE), Sophie ROQUES, Adjointe au Maire de Marseille, membre du conseil national (13), Alain ROUSSET, Président du conseil régional Nouvelle-Aquitaine (33), David ROS, Sénateur (91), Marine ROSSET, Membre du conseil national (75), Emmanuelle ROU, Vice-présidente Département Ille et Vilaine, Vice-présidente Rennes Métropole, Conseil municipal de la Ville de Rennes (35), Emmanuelle ROUSSET, Vice-présidente du conseil départemental, Vice-présidente de Rennes Métropole (35), Bernard RULLIER, Conseil national suppléant (75), Pierre SABATIER, Conseiller municipal délégué de Clermont-Ferrand - Conseiller métropolitain (63), Jérôme SADDIER, (58), Driss SAÏD, Adjoint au Maire de Saint-Herblain (44), Maryse SAINTAUBIN, Conseillère municipale et communautaire (40), Patricia SALLUSTI, Secrétaire fédérale (57), Eric SARGIACOMO, Député européen, premier secrétaire fédéral (40), Philippe SARTRE, Maire (40), Hervé SAULIGNAC, Député (7), Maxime SAUVAGE, Premier adjoint du 20e arrondissement de Paris, membre du conseil national (75), Abdelkader SAYAH, Secrétaire fédéral (95), Pauline SCHLOSSER, Conseillère municipale et métropolitaine Metz (57), Bernard SCHONS, Adjoint au Maire de Rosselange (57), Benoit SECRESTAT, Vice-président du conseil départemental (24), Daniele SEIGNOT, Adjointe au Maire (75), Florian SITBON, Conseiller de Paris (75), Catherine SMADJAFROGUEL, Déléguée consulaire (FFE), Serge SORE, Conseiller régional (40), Nathalie SOUBAIGNÉ, conseillère municipale (), Olivier TARAVELLA, Ancien Premier adjoint au Maire de Bagnolet (93), Gaëlle THOMAS, Conseillère départementale (40), Mélanie THOMIN, Députée (29), Fabrice TOCABENS, Conseiller départemental, adjoint au maire d'Avignon (84), Jean-Marc TODESCHINI, Conseiller municipal, Ancien ministre (57), Serge TOKA, Adjoint au Maire du 13e arrondissement de Paris (75), Côme TONGCUONG, Secrétaire de section - Sciences Po (75), Daniel TOURBE, Secrétaire de section (40), Anne TOUSCHE, Conseil fédéral (31), Jean-Pierre TRABESSE, Conseiller municipal (40), Laurent UGHETTO, Premier secrétaire fédéral (7), Romain VAILLANT, Maire (31), Magali VALIORGUE, Conseillère départementale (40), Najat VALLAUD-BELKACEM, Ancienne ministre (69), Caroline VAUCHERE, Adjointe au maire de Colomiers (31), Michèle VIALA, Conseillère municipale (91), Alain VIDALIES, Ancien Ministre (40), Jean-Claude VILLEMAIN, Président de l'agglomération Creil Sud Oise (60), Michael WEBER, Sénateur (57), Pierre WEICK, Adjoint au maire, Vice président de la communauté de communes (75), Pierre-Alain WEILL, Bureau fédéral (75), Gulsen YILDIRIM, Vice-présidente du Conseil départemental, Première secrétaire fédérale (87)

